

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 août 2025

J'ai décidé de modifier mon mode de vie ou mon emploi du temps quotidien. C'est autant ma maladie des poumons que la situation économique et politique mondiale qui m'y conduisent.

Comme je l'ai déjà signalé dans différentes causeries, il ne faut pas s'attendre à une révolution avant un certain temps, je parle d'une révolution qui aurait une chance d'aboutir, j'avais situé l'échéance aux environs d'un demi-siècle à un siècle, alors pourquoi consacrer tout notre temps à une cause dont le dénouement est reporté à une date indéterminée.

Il n'existe donc aucune raison d'y sacrifier sa vie, ce serait stupide de se compliquer la vie pour quelque chose qui n'est pas près de voir le jour, ou de se la pourrir littéralement comme cela m'arriva dans le passé, lorsque je devins un activiste forcené en rejoignant les cinglés de lambertistes de l'OCI (aujourd'hui POI et PT) et leur théorie foireuse de « *l'immense de la révolution* », on militait 24h/24, un truc de dingue qui vous empêche de penser, vous devinez pourquoi.

Au lieu de commencer ma journée par mon activité politique, via l'ordinateur juste après un petit déjeuner, généralement jusqu'au milieu ou la fin de l'après-midi, j'ai décidé d'inverser l'ordre des priorités avec mes intérêts individuels qui seront désormais privilégiés, je m'occupe de mes affaires, du jardin et de la maison, des chiens, de mon entourage, je prends le temps de sortir, de prendre une longue douche, de faire du vélo, de me détendre, de faire une sieste ou plusieurs siestes par jour car j'ai des milliers d'heures de sommeil en retard avec le rythme de dingue que je me suis imposé depuis 2008, j'ai absolument besoin de repos pour gagner en concentration, c'est indispensable au travail intellectuel, maintenant que je ne fume plus de tabac, de cannabis, que je ne bois plus d'alcool, je ne prends aucun stimulant nerveux extérieur, je dois donc compter uniquement sur ma bonne santé pour accomplir ma tâche politique.

J'ai adopté cet emploi du temps depuis 4 jours, cela fonctionne bien, je suis beaucoup moins stressé ou nerveux, je prends davantage goût à la vie, je me sens mieux et ma pensée est plus claire, je suis satisfait dans l'ensemble, c'est si rare, il va falloir un temps d'adaptation ou de rodage pour ne rien négliger, car malgré tout je consacre beaucoup de temps au repos, trop, mais c'est indispensable dans mon état, j'étouffe toutes les heures environ, je dois donc m'aliter dans la chambre climatisée.

Mon activité politique, la revue de presse commentée est renvoyée en fin de journée ou le soir jusqu'à 10 ou 10h30 (on ne dit pas 22h en Inde, on vit à l'heure anglo-saxonne), il n'y aura que les jours de pluie où elle occupera mes journées dès le matin. Ma modeste contribution ne justifie pas que je sacrifie mon existence pour le socialisme dont tout le monde se fout à notre époque, les vacances, c'est plus important !

Mon activité va se réduire en principe, je vais profiter des jours qu'il me reste à vivre, parce que je ne voudrais pas partir en trop mauvais état, je conçois l'euthanasie comme quelque chose de réfléchi de longue date, de planifié, un acte volontaire mais pas forcé, sinon ce serait trop moche et dure à supporter, pourquoi s'imposer des souffrances inutiles, nous qui n'avons cessé de les combattre, n'est-ce pas ? Si on a la chance de choisir sa sortie, ce n'est pas une raison pour faire le con au dernier moment !

Ce que vous ne trouverez pas dans les articles des charlatans.

- Pour Trump, la signification réelle de «*America first*» (Amérique en premier) c'est «*Enrichissement personnel*».

- La preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier. (Préface de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* - Lénine (1916))

La lutte des classes n'est pas une lutte entre des personnes, ce n'est pas non plus une lutte qui se limiterait à ceux qui détiennent du pouvoir, aux élites, c'est une lutte générale de toutes les classes pour le pouvoir dans le cadre d'un mode de production et de répartition des richesses donné qui dictent leurs comportements, leurs représentations idéologiques, etc.

La lutte des classes pose la question du pouvoir, de l'Etat, question que les «*géopoliticiens*» évitent de se poser et que les charlatans esquivent soigneusement pour en faire une question de personne, si cela va mal, changeons le personnel de maison et cela ira mieux, cela les évite de s'attaquer à l'Etat et au capitalisme, d'avoir à expliquer pourquoi ils ne rompent pas et préfèrent se compromettre.

J'ai une question piège à vous poser :

- Selon vous, le capitalisme se serait déjà effondré, il serait en train de s'effondrer, il s'effondrera plus tard ou il ne s'effondra jamais ?

Les quatre réponses sont bonnes ! Désopilant, n'est-ce pas ? Comme quoi la dialectique se manie parfois avec des pincettes. J'attends vos contributions, moi je suis en vacances, désolé ; Vous ne croyez pas tout de même que je vais me coltiner tout le boulot !

Réflexion matinale ou la nuit porte conseil.

L'homme moderne a perdu en dignité et souveraineté. C'est un handicapé qui lutte pour son indépendance et reconquérir son identité.

Il ne vit plus debout, mais assis, la plupart du temps il vit pour ainsi dire courbé, plié pour ne pas dire cassé en deux, exercice qui chez les esclaves, serfs, valets, serviteurs en tout genre précède la position à genoux puis allongé aux pieds de ses maîtres.

Il a gagné en féminité ou il s'y est converti en signe de docilité et de servilité. Il s'est résigné à ce traitement indigne d'infériorité en croyant échapper au destin cruel qui l'attendait, en pure perte, car ainsi rabaissé il sera traité avec une férocité impitoyable ou inimaginable, qui lui fera regretter une telle compromission ou lâcheté.

Plus vous vous montrerez faible et vulnérable, plus vous serez maltraité au lieu d'être épargné, parce que ceux qui détiennent le pouvoir sont des sadiques de la pire espèce, vous incarnez à leurs yeux ce qu'ils exècrent le plus au monde, car ils inspirent uniquement au pouvoir.

Cela devrait vous donner une petite idée de la meilleure attitude à adopter pour vivre et mourir debout, digne et libre.

Il y a des blogs qui proposent de plus en plus de vidéos à la place d'articles, quelles en sont les conséquences pour les internautes?

Ils perdront plus de temps encore, car un article, il suffit de jeter un œil au premier et au dernier paragraphe, de le parcourir en diagonal en moins d'une minute pour s'apercevoir si cela vaut la peine de le lire, ce qui ne sera pas le cas 8 ou 9 fois sur 10, par conséquent on gagne un temps considérable quotidiennement, à hauteur de 20 articles minimum, le gain sera de 45 minutes à plus d'une heure, faites le calcul sur un mois pour voir ce que cela représente, entre 20 et 30 heures, on a de quoi en faire des choses durant ce temps-là !

La vidéo, c'est le piège à con, car vous ne savez pas si elle contient une info que vous n'aviez pas, vous perdrez 10, 20, 30 minutes, voire davantage avant de vous déconnecter, cela peut être le cas parce que vous ne connaissiez pas celui qui la proposait. Si vous connaissez l'animateur ou l'intervenant et que c'est un malotru, c'est autre chose, vous balancerez la vidéo sans même l'ouvrir, gain de temps énorme.

Tout ce qui tourne sur le Net est de droite ou d'extrême droite, réactionnaire, bien pourri comme il faut, il faut en avoir conscience. Quant à ce qui est réputé de gauche, c'est pire encore ou plus dangereux, car s'ils avancent masqués, ce n'est pas pour vous protéger d'un élément contagieux, mais pour vous mettre en confiance afin de mieux vous contaminer. Ils mêlent info et propagande, procédé malhonnête, condamnable.

Comment passer pour un grand historien tout en manipulant l'histoire à tout va ?

En faisant en sorte de relier des faits à des personnalités, à leur comportement, tout en suggérant qu'il suffirait de changer de personne pour obtenir des comportements différents, adéquats, qu'on pourrait cautionner, oubliant que ces personnages ou acteurs politiques sont des tenants ou des représentants de la réaction, autrement dit, par un tour de passe-passe, on nous amènerait à soutenir la cause de nos ennemis ou le capitalisme.

Les staliniens sont passés maître en la matière avec Annie Lacroix-Riz, le PRCF et le blog *Le Grand Soir*.

Quand industriels et banquiers français soutenaient Hitler par Jacques-Marie Bourget - Le Grand Soir 22 juillet 2025

<https://www.legrandsoir.info/quand-industriels-et-banquiers-francais-soutenaient-hitler.html>

Dans l'article suivant, son auteur se surpasse en falsification de l'histoire.

Oui, la Chine a contribué de manière décisive à la victoire de 1945 par Bruno Guigue - Le Grand Soir 24 juillet 2025

<https://www.legrandsoir.info/oui-la-chine-a-contribue-de-maniere-decisive-a-la-victoire-de-1945.html>

Il a écrit :

- « Si le poids de ces représentations imaginaires contribue à l'occultation fréquente du rôle positif de la Chine, celle-ci a aussi pour origine le réflexe anticommuniste qui, depuis le déclenchement de la Guerre froide en 1947, pollue rétrospectivement le récit occidental du second conflit mondial. Le mythe des “jumeaux totalitaires” inventé par Léon Trotski en 1939 est bientôt érigé par la doxa en article de foi qui bénéficie à partir de 1950 de l'onction philosophique accordée par Hannah Arendt. Exilée aux États-Unis, la fervente disciple du nazi Heidegger en fait le modèle explicatif de toute l'histoire du XXe siècle, qui serait caractérisée par la lutte impitoyable entre les “régimes totalitaires” et les “démocraties libérales”. »

Pour défendre le régime chinois qui n'avait rien à envier au régime stalinien de l'URSS dont Guigue demeure un fervent nostalgique, il n'a rien trouvé de mieux que ressortir l'amalgame ordurier d'hitléro-trotskyisme ou Trotsky = complice du nazisme. Trotsky n'a jamais rien eu à voir avec Heidegger et sa philosophie, que je ne connais pas très bien ; Apparemment, elle ne gagne pas à être connue ou étudiée, car on ne sort jamais indemne d'un passage assez long dans un parti nazi. Trotsky n'avait rien à voir non plus avec Hannah Arendt, qui à l'instar de G. Orwell caractérisera le régime stalinien de l'URSS de totalitaire et non le communisme comme le prétendent les salopards de staliniens pour couvrir les crimes de leurs maîtres. Là encore, Guigue falsifie les faits pour qu'on ne se penche pas sur la nature du régime chinois qu'il défend.

Bref, vous avez bien lu, Léon Trotsky, le président du Soviet de Petrograd, l'organisateur du Comité militaire révolutionnaire qui lancera l'assaut sur le Palais d'Hiver le 25 octobre 1917, le fondateur de l'Armée rouge sans laquelle la révolution socialiste aurait été vaincue, mais aussi l'opposant le plus farouche à la dérive stalinienne et totalitaire du pouvoir en URSS, qui sera

assassiné le 20 août 1940 sur ordre de Staline, voilà l'ennemi de monsieur Guigue 85 ans après son assassinat, le communisme en somme, comme à Pékin, Washington ou Paris.

Au passage, et ce n'est pas un hasard, si monsieur Guigue recourt à la transcription francisée de Trotsky en remplaçant le « y » par un « i », conformément à l'orthographe déformée retenue par les commentateurs ou publicistes réactionnaires occidentaux, on est ou on n'est pas conformiste.

Une nouvelle fois, il recourt au mythe des “*jumeaux totalitaires*”, nazisme = communisme, soi-disant inventé par Léon Trotsky, bien connu pour être un farouche anticommuniste.

En réalité, de la même manière que la moindre critique du sionisme, d'Israël ou de la politique du gouvernement de Netanyahou vous vaut d'être accusé d'antisémitisme, la moindre critique de Staline ou du stalinisme vous vaudra d'être accusé d'anticommunisme.

Si le procédé scélérat est identique dans les deux cas, c'est bien parce que par bien des aspects le nazisme et le stalinisme ont recouru aux mêmes méthodes cyniques et despotiques pour se maintenir au pouvoir, et traiter leurs opposants de manière particulièrement cruelle, sadique, liquidés physiquement purement et simplement.

J'avoue que je ne connaissais pas cette expression “*jumeaux totalitaires*”, je connaissais son contenu mais pas présenté sous cette forme. Qu'au cours d'études ou de réflexions cette comparaison soit apparue n'a rien d'anormal ou de choquant, que certains soient tentés de réaliser un amalgame ordurier entre nazisme et communisme (à la place du stalinisme) n'a rien de surprenant, en identifiant le communisme au nazisme, ils criminalisent le communisme, ils lui donnent un visage abominable et repoussant. De la part d'ennemie du communisme, il n'y a pas de quoi s'en offusquer, c'est dans l'ordre des choses qu'ils se livrent à une telle manipulation pour salir le communisme, parce qu'ils ne peuvent pas l'attaquer autrement, il est invulnérable, invincible, qui ou qu'est-ce qui pourrait justifier l'exploitation, l'oppression, la guerre, un génocide, la barbarie, rien ni personne, donc le seul moyen dont ils disposent pour s'en prendre au communisme, consiste à lui prêter des intentions malfaisantes qui lui sont étrangers ou de lui attribuer abusivement des faits à connotation criminelle.

Je me suis amusé à demander à l'IA de Google ce qu'elle pensait de tout cela en posant deux questions, vous verrez que c'est révélateur et confirme ce que j'ai écrit plus haut.

Première question : Le mythe des “*jumeaux totalitaires*” a-t-il été inventé par Léon Trotsky ?

Réponse : Le mythe des “*jumeaux totalitaires*” est une notion développée par Léon Trotski pour décrire la similitude entre les régimes totalitaires de l'Union soviétique et de l'Allemagne nazie. Trotski, en tant que théoricien marxiste et critique du stalinisme, a souligné que, bien que ces deux régimes aient des idéologies opposées — le communisme d'un côté et le fascisme de l'autre — ils partageaient des caractéristiques communes en matière de répression, de contrôle de l'État et de manipulation de la société.

Trotski a soutenu que ces régimes, malgré leurs différences idéologiques, utilisaient des méthodes similaires pour maintenir le pouvoir, telles que la terreur, la propagande et la suppression des opposants. Ce parallèle visait à mettre en lumière le danger que représentent les régimes autoritaires, qu'ils se réclament de la gauche ou de la droite.

Ce concept a été largement débattu et critiqué, notamment par ceux qui estiment que les différences fondamentales entre le communisme et le fascisme rendent cette comparaison inappropriée.

Néanmoins, l'idée des "*jumeaux totalitaires*" reste un point de référence important dans l'analyse des régimes autoritaires et des dynamiques de pouvoir au XXe siècle.

J-C – Trotsky n'a fait que constater ce que Hannah Arendt et G. Orwell décriront à leur tour sans faire d'amalgame entre le communisme et le stalinisme, et encore moins entre le communisme et le nazisme, il n'y a que les ordures de staliniens pour se livrer à cet exercice scabreux et diffamatoire ou tordre la réalité à ce point-là.

Seconde question : Le mythe des "*jumeaux totalitaires*" ne serait-il pas attribué abusivement à Trotsky ?

Réponse : Le mythe des "*jumeaux totalitaires*" fait référence à l'idée selon laquelle le stalinisme et le fascisme seraient deux formes de totalitarisme qui, bien qu'opposées idéologiquement, partageraient des caractéristiques similaires. Cette notion est souvent attribuée à des penseurs comme Hannah Arendt, mais il est vrai que Léon Trotski a également abordé des thèmes liés au totalitarisme dans ses critiques du régime stalinien.

Trotski, en tant que figure clé de la Révolution russe et critique virulent de Staline, a mis en lumière les dérives autoritaires du régime soviétique. Cependant, le concept de "*jumeaux totalitaires*" est souvent simplifié et peut être utilisé de manière abusive pour établir des parallèles qui ne tiennent pas compte des contextes historiques et idéologiques distincts de chaque régime. Fin.

J-C – Là l'IA fournit une réponse pratiquement conforme à la réalité, comme quoi la manière de lui poser une question peut l'influencer et complètement modifier la réponse qu'elle y apportera. Donc méfiez-vous, ne prenez jamais pour argent comptant ce qu'elle écrit.

Les staliniens haïssent autant Trotsky que Orwell, ce n'est pas un hasard.

Lu.

Gerald Epstein - Les racines de la grande crise financière se trouvent dans la déréglementation financière drastique menée par les administrations démocrates et républicaines, ainsi que par les gouvernements européens, laquelle a permis aux très grandes banques et à leur personnel d'encadrement de prendre des risques considérables et d'obtenir des gains importants. Et lorsque les marchés se sont effondrés, ils ont été renfloués par les banques centrales et les gouvernements sans qu'eux-mêmes ou leurs banques ne soient pénalisés. Plus précisément, les banquiers et les autres acteurs du système financier, tels que les agences de notation, ont pu tirer parti de conflits d'intérêts à grande échelle, de niveaux d'endettement colossaux et souvent cachés (par effet de levier), de produits financiers délibérément trop complexes et opaques que leurs clients, et souvent eux-mêmes, ne comprenaient pas, d'une fraude et d'une corruption généralisées qui sont restées largement impunies et, en fin de compte, de renflouements publics massifs qui les ont sauvés, eux et leurs institutions, mais aux dépens des contribuables et de l'économie dans son ensemble, comme l'ont montré les travaux du regretté James Crotty.

J-C - Si ce n'est pas le système financier mafieux auquel je fais référence depuis des décennies, qu'est-ce que c'est ? Des gangsters, voleurs et escrocs, faux monnayeurs agissant en toute impunité. Leurs magouilles de haut niveau se font aux dépens de l'économie mondiale, il faudrait préciser en dépit de l'économie mondiale, parce que ce dont il s'agit se réalise indépendamment du fonctionnement du système économique, de ses lois qui sont ignorées, contournées, violées, de sorte

qu'on n'est plus tout à fait en présence du même système économique que celui qui prévalut du XVIIe ou XVIIIe au XXe siècle, la finance a gagné en autonomie, elle a engendré un monstre.

Cet élément économique fait partie de la théorie que je défends, qui me valut d'être tourné en dérision ou ridiculisé par des militants sectaires et dogmatiques qui en étaient restés au capitalisme de l'époque de Marx et Engels. La théorie politique qu'il élaborèrent sur la base du système économique qui prévalait à leur époque, est en partie obsolète à cause de cet élément précisément, car il a des répercussions sociales qui viennent contrarier les rapports qui existent entre les classes, dans la mesure où il permet d'éviter un effondrement brutal du capitalisme et d'éviter que ses conséquences sociales débouchent sur une crise révolutionnaire, donc supprimant cette menace ou les conditions sociales ou l'élément déclencheur d'une révolution, vous avouerez que ce n'est tout de même pas rien, non ?

Pourquoi personne ne souhaite discuter cette analyse ? Est-elle farfelue, je ne le crois pas, tout le monde a pu constater que depuis les années 30 il ne s'est produit aucun effondrement du capitalisme en occident. Il y a eu une multitude de crises en tout genre, on est d'accord, mais jamais d'une ampleur susceptible de déboucher sur une crise révolutionnaire, toutes furent circonscrites en recourant à la planche à billets...

J'ai mis en ligne d'autres articles qui rejoignent ou confirment mon analyse. La suite de cet article est éloquente, je vous engage à la lire.

Gerald Epstein - Les lois de réforme financière, connues aux États-Unis sous le nom de Dodd-Frank, ont été âprement disputées mais n'ont abouti qu'à des améliorations modérées de la réglementation financière. Ces réformes promettaient de rendre les activités bancaires moins risquées en réduisant l'effet de levier et en augmentant les fonds propres et les liquidités des banques. Elles promettaient également de rendre les activités bancaires moins opaques en augmentant la surveillance réglementaire des plus grandes banques. Mais l'efficacité de ces règles s'est érodée au fil du temps. Ce qui s'est produit en partie parce qu'avec Trump 1.0, elles ont été démantelées et assouplies sur des points importants. De fait, les règles sont devenues moins efficaces dans la mesure où les marchés financiers innovaient pour les contourner. Ces changements sont bien décrits dans l'article de *The Economist* et englobent notamment la taille accrue des secteurs moins réglementés, le rôle grandissant du crédit privé, en particulier des sociétés de gestion d'actifs comme BlackRock, des fonds spéculatifs et des fonds de capital-investissement, augmentant ainsi l'empreinte financière d'établissements de crédit rarement réglementés.

Bien évidemment, tout cela aurait pu être évité. S'il y avait eu des gouvernements réellement désireux de réguler la finance aux États-Unis et en Europe, ils auraient pu renforcer leurs restrictions, mais ils n'avaient aucun intérêt à le faire. Au contraire, lorsqu'il y a eu une crise bancaire en 2022 (Silicon Valley Bank, Signature Bank, USB, etc.), la Réserve fédérale et le Trésor américain ont renfloué tous leurs épargnants, certains de leurs détenteurs de titres de créance et leurs actionnaires. Pour ces marchés, cela signifiait clairement qu'ils pouvaient continuer leur croissance.

Tout ceci n'a fait qu'empirer grandement à cause des initiatives de Trump 2.0. L'administration Trump et le Congrès républicain, avec l'assistance de la Cour suprême et de certains démocrates, tentent d'abattre la quasi-totalité de l'édifice de la réglementation financière, notamment en essayant d'éliminer le Bureau de protection financière des consommateurs, en plaçant des régulateurs favorables à la finance dans toutes les agences de réglementation clés et en s'engageant en priorité dans un cadre stratégique libre de toute contrainte en matière de réglementation. Il en résulte de plus en plus de conflits d'intérêts, une complexité et une opacité artificiellement créées,

qui favorisent une forte augmentation de l'endettement (effet de levier) à l'échelle de l'ensemble du système et une augmentation phénoménales des risques de fraude et de corruption.

En d'autres termes, ils transforment l'ensemble du système financier en un système financier «occulte», c'est-à-dire un système qui échappe largement à la surveillance et à la réglementation, un système de «*crédit privé*», un Far West d'institutions et de marchés non réglementés.

J-C - C'est assez clair, non ? Mes contradicteurs vont-ils persister dans le déni ?

<https://www.les-crises.fr/trump-precipite-l-economie-americaine-vers-une-nouvelle-grande-crise-financiere-gerald-epstein/>

Marx et Engels consacrèrent leur vie à doter le prolétariat d'une théorie, afin qu'il puisse mener son combat politique pour son émancipation du capitalisme jusqu'à la victoire.

Sans doute avaient-ils été profondément bouleversés par l'atroce condition faite à la classe ouvrière, par les innombrables souffrances qu'elle devait endurer toute sa vie, cette abomination les convainquit de sacrifier leur existence et celle de leurs familles à cette cause. Ils crurent que les crises suivantes auraient raison du capitalisme ou plutôt, la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire. Mais il n'en fut rien, hormis en Russie où leur théorie fit pour ainsi dire un miracle, dans la mesure où elle rendit la victoire possible là où on ne s'y attendait pas la veille encore, tant les masses étaient arriérées et l'économie capitaliste était peu développée, il fallut la conjonction de circonstances exceptionnelles pour rendre possible l'impossible.

C'est l'effroyable détresse du prolétariat qui émut Marx et Engels, qui n'étaient pas issus de la classe ouvrière. Leur théorie et leur humanisme furent le produit de la rencontre d'intellectuels bourgeois avec la misère noire du capitalisme, avec la barbarie impérialiste et colonialiste, sans ces conditions cette théorie n'aurait pas vu le jour et on n'aurait jamais entendu parler de leurs auteurs. La rencontre de deux hommes exceptionnels et une époque, deux penseurs aussi généreux que géniaux. La misère de la condition ouvrière procura un choc salutaire sur eux, il fallait qu'ils réagissent, qu'ils l'aident à s'organiser et combattre à ses côtés.

J'ai repensé à cette histoire que je connais assez bien maintenant, et cela m'a amené à la réflexion suivante : Pourquoi à notre époque le génocide des Palestiniens ne procurerait-il pas le même électrochoc, car, tout de même, on ne manque pas d'idéologues humanistes, militants, universitaires ou historiens, érudits, n'y en aurait-il pas un ou quelques-uns dans le monde pour élaborer la théorie qui nous fait défaut, pour prendre le relais de celle de Marx et Engels, assumer leur héritage, poursuivre leur combat, car une grande partie de leur théorie demeure toujours valable malgré tout, on pourrait leur apporter notre modeste contribution, qu'en pensez-vous ?

Armés de cette théorie, une fois vaincus les sceptiques ou éternels pessimistes, les losers, les polémistes professionnels, tous les peuples pourraient s'organiser et repartir ensemble à l'assaut du pouvoir. A suivre.

Rappel.

Lu.

Bien que l'Amérique latine, considérée comme «*l'arrière-cour*» des États-Unis, suscite aujourd'hui moins d'attention dans le monde qu'à l'époque des dictatures militaires brutales du XXe siècle, les aspects fondamentaux de la relation problématique entre Washington et les pays d'Amérique latine n'ont pas changé depuis la fin du XIXe siècle. En effet, alors que la politique étrangère américaine prenait forme, l'Amérique latine, en particulier l'Amérique centrale et les Caraïbes, était au centre des préoccupations. La doctrine Monroe, qui proclamait la souveraineté exclusive des États-Unis sur le destin politique de l'Amérique latine, en était la pierre angulaire.

Sur la base de simples données démographiques et économiques, un certain sentiment de supériorité des États-Unis était tout à fait compréhensible. Après tout, alors que les États-Unis comptaient plus de 90 millions d'habitants et disposaient d'une économie de taille et florissante à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Amérique latine ne comptait que 80 millions d'habitants, dont 24 millions en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ces derniers vivaient alors ce qu'on appelait des «*économies d'appoint*» et fournissaient du café, du sucre, des cigares et des bananes.

Aujourd'hui, l'Amérique latine compte 660 millions d'habitants, et certains pays (notamment l'Argentine, le Brésil et le Mexique) peuvent se prévaloir d'une économie diversifiée. Les États-Unis comptent 350 millions d'habitants, dont plus de 40 millions parlent espagnol, ce qui en fait la cinquième nation hispanophone la plus peuplée au monde. À certains égards majeurs, les relations ont donc évolué, mais pas nécessairement dans l'esprit de l'élite politique américaine.

Jusqu'aux années 1940, il était relativement facile de traiter avec l'Amérique latine. Il suffisait au gouvernement américain de nommer la bonne personne dans n'importe quelle république d'Amérique centrale ou des Caraïbes pour en faire sa marionnette. Ces États étaient généralement connus sous le nom de «*républiques bananières*». Parfois, lorsque les populations locales ne coopéraient pas sans heurts, on envoyait des «botteurs de fesses» pour faire respecter les décisions politiques américaines. Ainsi, entre 1906 et 1933, le Mexique, Cuba, la République dominicaine, Haïti et le Nicaragua ont tous fait l'objet d'interventions armées et d'occupations par les troupes américaines.

Les choses se sont un peu compliquées durant les années 1940 et la «guerre froide». Il a fallu mettre en place des outils plus sophistiqués pour consolider et étendre l'emprise des États-Unis sur l'ensemble de l'Amérique latine, et non plus seulement sur les Caraïbes et l'Amérique centrale. Outre les méthodes traditionnelles musclées, il fallait trouver des moyens plus subtils pour écarter les dirigeants locaux récalcitrants ou les empêcher d'accéder au pouvoir. En 1946, la première de ces interventions d'un nouveau genre a eu lieu en Argentine, où les États-Unis ont ordonné à leur ambassadeur, Spruille Braden, d'empêcher Juan Domingo Perón d'être élu. Pour aider l'ambassadeur Braden à remplir sa mission, le département d'État a publié un Blue Book prouvant les liens fascistes et nazis de Perón. Ce document avait été rédigé par mon ancien professeur, David Bushnell, alors jeune diplômé de 22 ans travaillant pour l'OSS, le précurseur de la CIA. Cependant, les électeurs argentins se révélèrent plus intelligents que ne le pensait Washington. Le projet a lamentablement échoué et Perón a remporté une victoire écrasante.

Deux ans plus tard, en 1948, alors que le réformateur de gauche colombien Jorge Eliécer Gaitán semblait assuré de remporter l'élection présidentielle, il fut assassiné. Ce meurtre politique, orchestré par les États-Unis, déclencha une vague de contestation dans la capitale, Bogotá, et marqua le début d'une guerre civile qui allait durer dix ans, appelée La Violencia. En 1954, une

autre intervention musclée au Guatemala a permis d'imposer la première dictature latino-américaine d'après-guerre sous l'égide des États-Unis. Le président démocratiquement élu, Jacobo Arbenz, fut remplacé par une junte militaire répressive qui démantela toutes les réformes démocratiques et sociales mises en place par le président destitué.

Après 1945, les interventions militaires directes des États-Unis dans la région se limitent à de très brèves opérations de «*changement de régime*» : en République dominicaine en 1962, à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989.

Dans la plupart des cas, lorsque Washington souhaitait renverser le gouvernement d'un pays donné, il organisait un coup d'État militaire, sans recourir à la violence à grande échelle. Grâce à des programmes de formation approfondie destinés aux officiers militaires latino-américains aux États-Unis et dans l'isthme de Panama, les États-Unis ont pu exercer une influence considérable sur les forces armées de la région. Durant les années 1960 et 1970, les États-Unis ont jugé nécessaire de contenir à plusieurs reprises les nations latino-américaines afin qu'elles ne s'éloignent pas trop de leur grand frère et se rapprochent de Moscou.

Les États-Unis ont également organisé des coups d'État militaires en Argentine (en 1963, 1966 et 1976), en Uruguay et au Chili (en 1973). Les junte militaires ainsi placées au pouvoir ont acquis une notoriété mondiale, notamment celle de l'Argentine dirigée par le général Jorge Rafael Videla, et celle du Chili dirigée par le général Augusto Pinochet. Les circonstances ayant précédé le coup d'État en Uruguay et l'implication d'agents secrets américains ont inspiré le film «État de siège» (1972) de Costa-Gavras.

La mort soudaine du président vénézuélien Hugo Chávez en 2013 a donné lieu à des rumeurs persistantes selon lesquelles les services secrets américains l'auraient assassiné.

Le Brésil constitue un cas particulier en Amérique latine pour trois raisons : sa grande taille (il est plus grand que les États-Unis continentaux) ; sa population de plus de 200 millions d'habitants ; et enfin, il est lusophone. Ne serait-ce que pour ces raisons, il est essentiel pour les États-Unis de ne pas laisser le Brésil s'éloigner de la sphère d'influence de Washington. Par conséquent, même si la laisse qui tient le Brésil est un peu plus longue que celles des autres nations latino-américaines, il est toujours tenu de rentrer au bercail à intervalles réguliers.

En 1954, le président brésilien Getúlio Vargas, nationaliste convaincu et allié des États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale, a mis fin à ses jours. Il a ainsi rendu un grand service à ses alliés américains, qui s'inquiétaient de son engagement à moderniser le Brésil et à accroître son autonomie. Dix ans plus tard, en 1964, le président João Goulart, qui tentait de suivre les traces de Vargas en faisant du Brésil une nation moderne, développée, prospère et véritablement indépendante, a essuyé un coup d'État militaire organisé par les États-Unis. La junte militaire a ramené le Brésil dans le rang des vassaux dociles des États-Unis, tout en lui laissant un peu plus de marge de manœuvre que la plupart des petits pays d'Amérique latine.

Cuba était le seul pays où les États-Unis ont toléré la présence d'un adversaire idéologique. Fin décembre 1958, l'homme fort local, Fulgencio Batista, fut renversé par une révolution populaire. Le nouveau dirigeant était Fidel Castro, un orateur doué et charismatique, le «père» de Justin Trudeau. Resté au pouvoir pendant plus de quatre décennies, il se proclamait anti-américain, anti-impérialiste et dévoué au socialisme. Mais Fidel n'était peut-être pas l'ennemi acharné des États-Unis qu'on prétendait. On peut penser que l'État profond américain a joué un rôle déterminant dans son accession au pouvoir. On pourrait donc dire que toute cette mascarade cubaine a servi de paratonnerre, permettant aux États-Unis de mieux contrôler le continent latino-américain. Cela

expliquerait pourquoi certains citoyens américains ont pris une part active au mouvement révolutionnaire de Fidel. L'un d'eux était Neill W. Macaulay, un de mes anciens professeurs à l'université de Floride. Diplômé de l'académie militaire The Citadel, Macaulay a servi comme lieutenant et commandant de peloton d'armes lourdes dans les forces révolutionnaires, où il était également commandant de pelotons d'exécution. Il en parle longuement dans son livre «*A Rebel in Cuba*» (1970).

Pour la petite histoire.

Trump, le Gaïdar de la globalisation ? - RT 31 juil. 2025

Derrière ses rodomontades commerciales et ses ultimatums géopolitiques, Trump rejoue une farce impériale où la force remplace la pensée. Pour Karine Bechet-Golovko, sa méthode relève d'une thérapie de choc sans avenir, inspirée du désastreux modèle gaïdarien.

<https://francais.rt.com/opinions/123610-trump-gaidar-globalisation>

FBI : l'équipe Clinton accusée d'avoir fabriqué le complot Trump-Russie - RT 1 août 2025

Kash Patel, directeur du FBI, accuse la campagne d'Hillary Clinton de 2016 d'avoir orchestré un complot reliant Donald Trump à la Russie, une accusation basée sur des documents déclassifiés et soutenue par le sénateur Chuck Grassley.

<https://francais.rt.com/international/123650-fbi-equipe-clinton-accusee-avoir-fabrique-faux-complot-trump-russie>

Lavrov accuse l'Allemagne et l'UE de dérive vers un Quatrième Reich - RT 1 août 2025

Dans un article en l'honneur du 50e anniversaire des Accords d'Helsinki, Sergueï Lavrov fustige l'UE et l'OTAN, les accusant de réécrire l'histoire, de militariser l'Allemagne et de rejeter la responsabilité de la dégradation de la sécurité européenne sur la Russie. Il sonne aussi l'alarme face à un risque accru de conflits en Eurasie.

<https://francais.rt.com/russie/123645-lavrov-accuse-allemande-ue-derive-quatrieme-reich>

Santé.

L'affaire Vincent Pavan : le CNESER réforme la sanction de l'université d'Aix-Marseille jugée excessive - France-Soir 21 juillet 2025

Dans une époque où les débats sur les libertés individuelles et la sécurité sanitaire prennent une ampleur inégalée, cette interview avec Vincent Pavan, chercheur et enseignant suspendu par

l'université d'Aix-Marseille pour ne pas avoir porté le masque, propose une plongée vertigineuse dans les méandres des décisions administratives et scientifiques prises durant la crise sanitaire. Ce débriefing, met en exergue les tensions entre obéissance aux ordres et liberté académique, à travers le parcours tumultueux de Pavan.

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/l-affaire-vincent-pavan-le-cneser-reforme-de-la-sanction-e-l-universite-d>

France.

(Accord Trump-Von der Leyen sur les « *droits de douane* ».)

Un avenant aux accords de Bretton Woods ou le plan Marshall revu et corrigé. Ou un effet d'annonce... L'UE et la France vassaux des Etats-Unis. Les 27 parlements nationaux ne l'ont pas encore ratifié, bien des accidents pourraient intervenir avant, l'UE pourrait être amené à imposer ou perdre quelques membres, à moins que cela dégénère en crise généralisée et en guerre, qui sait avec ces cinglés ? J'ignore s'il y a des échéances électorales dans plusieurs pays, cet élément pourrait être exploité ou instrumentalisé et déclenché des crises politiques, qui sait. Au premier abord, cela serait étonnant parce que droite et gauche sont les deux faces de la même pièce, et quant aux souverainistes, ils sont divisés et totalement discrédités par leur origine et leur passé, l'extrême gauche est inaudible ou inexistante.

J-C - Trump est le VRP de luxe ou le porte-parole de BlackRock, Vanguard, State Street, des quelques familles d'hyper riches anglo-saxonnes. Cet ignoble charretier est une sorte de racketteur, de tyran, qui menace de lourdes représailles ceux qui lui résistent. Il apparaît comme un mégalomane excentrique ou dérangé, alors qu'en réalité il ne fait qu'user et abuser du pouvoir politique gigantesque que le sommet du capitalisme mondial concentre dorénavant entre ses mains, pour imposer sa volonté au reste du monde réduit à l'état de sujet, exactement comme sous une monarchie absolue.

Même s'ils vivent dans un autre monde que le nôtre, celui que leur système financier mafieux et criminel a créé, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent toujours faire avec le capitalisme et les rapports sociaux qui le caractérisent, non seulement ils demeurent inchangés, l'amplification de la crise du capitalisme va alimenter la lutte des classes, qui plus qu'une menace, représente un risque mortel pour leur système économique et leur existence.

Comment a-t-on pu en arriver à cette extrémité qui pourrait mettre en péril la civilisation humaine, s'ils décidaient un jour de la sacrifier en dernier ressort, après avoir admis que leur cause était perdue d'avance, réalisant une sorte de suicide collectif, d'euthanasie planétaire plutôt que s'avouer vaincu. En observant leur génocide des Palestiniens, on en déduit qu'ils sont tout juste bons à être éliminés sans autre forme de procès

Ce ne sont pas les Américains qui vont investir en Europe, mais le contraire, et en prime comme en 1945 ils sont priés d'acheter américains sous peine de représailles. Qui va payer la note ou ces droits de douane, devinez ? Nous. C'est une forme de racket déguisé qui va alimenter l'inflation ou la hausse des prix que les peuples auront à payer. Mais pas que.

Le Medef crie au scandale, alors que les grandes entreprises sont favorisées par cet accord. Comment cela ? C'est plutôt une aubaine pour eux, ceux qui auront la capacité d'absorber cette taxe

et d'investir aux Etats-Unis pour en être exemptés, contrairement à leurs concurrents plus fragiles et qui ne disposeront pas de cette facilité financière, pour un peu, ils se retrouveront en difficulté et ils seront conduits à la faillite ou absorbés, rachetés.

Depuis le départ, cette histoire de droit de douane ou taxe à l'exportation était également destinée à faire le ménage au sein du capitalisme, histoire d'évincer les parasites et de concentrer encore plus la production ou de renforcer le contrôle de chaque secteur économique par une poignée de holdings internationales chapeautées par quelques familles de milliardaires. A suivre.

Surtaxe des produits européens aux États-Unis : Trump et Von der Leyen annoncent être parvenus à «un accord» - RT 27 juil. 2025

En vertu de ce « *deal* », a annoncé le magnat de l'immobilier, les Européens se sont engagés à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis. Ils vont également, toujours selon Donald Trump, acheter pour 750 milliards de dollars d'énergie américaine.

Depuis l'Écosse, le président des États-Unis et la présidente de la Commission européenne ont annoncé ce 27 juillet la conclusion d'un accord, qui va porter les droits de douane à 15% sur les exportations européennes. Juste avant la rencontre, le président américain avait prévenu que l'accord avec l'UE n'irait pas en dessous de ce taux.

« *Je crois que c'est le plus grand accord jamais signé* », a déclaré ce 27 juillet devant la presse le président américain Donald Trump, à l'issue d'un entretien en Écosse, avec la présidente de Commission européenne, Ursula von der Leyen.

« *Ce sont des droits de douane généraux de 15%* », a précisé Ursula von der Leyen, évoquant des « *investissements* » aux États-Unis ainsi que des « *achats de produits américains* ».

« *Je pense que cet accord va nous rapprocher* », a pour sa part estimé le président américain et d'ajouter : « *c'est un partenariat à certains égards* ».

En vertu de ce « *deal* », a annoncé le magnat de l'immobilier, les Européens se sont engagés à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis. Ils vont également, toujours selon Donald Trump, acheter pour 750 milliards de dollars d'énergie américaine sur trois ans. Le président américain a évoqué des « *centaines de milliards de dollars* » d'achats d'armement par les Européens. RT 27 juil. 2025

L'UE admet son incapacité à garantir la promesse de 600 milliards de dollars d'investissement aux États-Unis - RT 28 juil. 2025

L'Union européenne (UE) a admis ce 28 juillet qu'elle ne serait pas en mesure de tenir la promesse de 600 milliards de dollars en investissements dans l'économie américaine, et cela, quelques heures seulement après les négociations commerciales tenues en Écosse avec Donald Trump. La cause principale de cet aveu est que les fonds promis proviendraient dans leur totalité d'investissements du secteur privé, qui ne sont, en aucun cas, soumis à l'autorité de Bruxelles, selon les déclarations d'officiels européens cités par le site d'information Politico.

Lors de sa rencontre avec Trump, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a conclu un accord supposé éviter une guerre commerciale entre l'UE et les États-Unis. Selon les termes de l'accord, l'UE devrait investir 600 milliards de dollars. Or, à ce jour elle totalise 2 800 milliards de dollars d'investissements privés aux États-Unis. Si l'UE arrive à mobiliser son secteur privé, ce montant devrait être porté à 3 400 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Selon *Politico*, deux hauts fonctionnaires de la Commission européenne, dont il n'a pas précisé l'identité, ont fait savoir que les fonds proviendraient exclusivement d'entreprises privées européennes. « *L'UE, en tant qu'autorité publique, ne peut garantir cela. Cela dépend des intentions des entreprises privées* », a déclaré l'un des hauts fonctionnaires de la Commission.

Si la promesse d'investissement européenne a été déterminante pour faciliter l'accord avec les États-Unis, elle soulève cependant des objections, dans la mesure où l'on estime qu'un tel investissement se ferait aux dépens des investissements en Europe.

L'idée même que le secteur privé veuille investir à une telle échelle soulève aussi des doutes, d'autant plus qu'il ne sera possible en aucun cas de dicter un quelconque investissement aux entreprises européennes.

J-C - La dernière remarque est stupide, comme l'essentiel de cet article, car les entreprises européennes investiront là où elles réaliseront le maximum de profits un point c'est tout, personne n'a besoin de leur dicter la meilleure attitude à adopter, elles se contrefoutent du sort des peuples européens.

En complément, confirmation - 1.

- François Bayrou réduit en « *commentateur* » après sa réaction sur l'accord entre l'UE et les États-Unis - Le HuffPost 28 juillet 2025

Un « *deal* » qui fait en France l'unanimité contre lui. Si les critiques fusent à gauche et à l'extrême droite, la macronie et ses alliés fustigent eux aussi les négociations menées par von der Leyen.

Des élus du socle commun à l'instar de David Amiel ou Denis Masségia ont fustigé un « *permis de rançonner* » ou une « *capitulation* » face à la guerre commerciale lancée par le président américain. Dans la foulée des ministres Benjamin Haddad (Affaires européennes) et Laurent Saint-Martin (commerce extérieur), les macronistes jugent l'accord « *déséquilibré* ».

Dans un visuel partagé par l'eurodéputé MoDem Sandro Gozi, sur X - "*Céder à Trump en espérant sa coopération est une illusion dangereuse. L'Europe paie un prix lourd pour un accord déséquilibré qui fragilise nos filières et trahit toute ambition stratégique. Il faut un cap, pas des concessions.*" ou encore par Clément Beaune, le Haut-commissaire au plan, lorsqu'il tance un « *acte de faiblesse* ». « *L'Union européenne aurait pu montrer ses muscles, elle a courbé la tête* », fustige encore l'eurodéputée Horizons Nathalie Loiseau.

Quant au maire de Pau, il a donné l'impression de réagir comme le ferait un parlementaire de l'opposition. « *C'est un jour sombre que celui où une alliance de peuples libres, rassemblés pour affirmer leurs valeurs et défendre leurs intérêts, se résout à la soumission* », a-t-il dénoncé, alors

que ses ministres impliqués dans le dossier ont salué la « stabilité temporaire » de cet accord, lequel reste pour autant « *déséquilibré* » à leurs yeux.

J-C - Les imposteurs de gauche et cogestionnaires du capitalisme sont montés au créneau pour défendre les intérêts des capitalistes français face aux américains. Qu'ils aient été rejoints par l'extrême droite ne devrait plus surprendre personne, cela montre qu'ils partagent la même idéologie, celle du capitalisme et non le socialisme ou le communisme.

Le HuffPost « *La France doit refuser cette capitulation plutôt que de se comporter comme une bande de commentateurs sans influence* », dénonce le coordinateur de la France insoumise, Manuel Bompard. Ce reproche en impuissance est également formulé par le Rassemblement national. « *Quel éclair de lucidité, il faut absolument partager ces analyses avec le Premier ministre de la France pour qu'il agisse* », ironise le député RN Laurent Jacobelli. Le HuffPost 28 juillet 2025

En complément, confirmation - 2.

Le patron du Medef a reproché la posture d'Ursula von der Leyen, qui n'est « *pas habilitée à s'exprimer pour compte commun des pays membres de l'Union européenne sur des achats de gaz, d'armement ou des investissements* ». Selon Patrick Martin, cet accord « *relève presque de l'humiliation* ».

Patrick Martin a aussi vivement critiqué le contenu de cet accord « *sans réciprocité* ». Il a rappelé : « *La Commission européenne s'était armée pour prendre des mesures sur 97 milliards d'euros d'importations américaines (...) Le droit européen permet des mesures anti-coercition... Rien de tout ça, à ce stade, n'est activé* », a-t-il regretté sur BFMTV, tout en partageant l'avis des décideurs français selon qui « *ce n'est pas admissible* ». Capital 29 juillet 2025

En complément, confirmation - 3.

Accord UE-USA: les Bourses mondiales amères, l'enthousiasme retombe - AFP 28 juillet 2025

Les Bourses mondiales évoluent sans entrain au lendemain de l'accord commercial noué entre l'Union européenne et les Etats-Unis, l'enthousiasme laissant place à la désillusion à mesure que les investisseurs digèrent les détails des annonces.

"*Cela ressemble un peu à une capitulation*", a quant à lui réagi Alberto Rizzi, analyste auprès du Conseil européen pour les affaires étrangères (ECFR).

"*L'accord pourrait faire l'objet de pressions: les États membres de l'UE doivent encore l'approuver*", rappelle Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.

Si le secteur automobile européen a débuté la séance dans le vert, l'enthousiasme semble déjà retomber.

Les droits de douane à 15% coûteront *"des milliards chaque année aux entreprises automobiles allemandes"*, a déclaré Hildegard Mueller, présidente de la fédération des constructeurs automobiles allemands VDA.

Vers 12H00 GMT à Francfort, BMW (-2,20%), Mercedes (-1,55%), Volkswagen (-2,00%) et Porsche (-0,62%) perdaient du terrain après avoir pourtant débuté la séance dans le vert.

Même chose à Paris, Stellantis cédant 1,35%, et à Stockholm, avec Volvo en baisse de 0,24%.

"Les actions de défense sont également en difficulté, après l'engagement de l'UE d'acheter du matériel militaire américain", relève Mme Brooks.

Vers 12H00 GMT, à Paris, Thales reculait de 3,12%. A Francfort, Rheinmetall cédait 1,67% et Hensoldt 3,15%. Saab perdait 2,82% à Stockholm et Leonardo 0,88% à Milan. AFP 28 juillet 2025

Palestine occupée.

Lu.

- Le régime d'occupation israélien est pour le moins illégitime, puisque l'on a affaire à un régime colonialiste, ségrégationniste, expansionniste et génocidaire.

Francesca Albanese au Groupe de La Haye: « L'heure d'un changement révolutionnaire a sonné ». - investigaction.net 24 juillet 2025

Le Groupe de La Haye a été composé par des pays du Sud global fin janvier 2025 afin de faire respecter les décisions des juridictions internationales dans le conflit israélo-palestinien. Un premier sommet vient de se tenir en Colombie. La rapporteuse spéciale de l'ONU, Francesca Albanese, y a tenu un discours important.

<https://investigaction.net/francesca-albanese-au-groupe-de-la-haye-lheure-dun-changement-revolutionnaire-a-sonne/>

À l'ONU, la conférence sur la Palestine martèle l'urgence des deux États - RFI 29 juillet 2025

J-C - La solution à deux Etats, la caution du massacre et de l'Etat sioniste d'apartheid, au-delà, la négation de la Palestine.

Ils veulent reconnaître quoi, un territoire rasé, aplatis sous des milliers de tonnes de bombes et missiles, réduit en cendres, un peuple à la famine...

La seule solution, c'est l'abolition de la résolution 181 des Nations Unies de 1947 consacrant la partition de la Palestine, et donc d'Israël, pour laisser place à une République palestinienne laïque et

démocratique accordant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction de race, de couleur de peau, de religion, de philosophie, de culture, de langue, etc.

RFI - À New York, la conférence sur la question palestinienne et la solution à deux États entre ce lundi dans sa deuxième journée. Quelque 125 États, dont une cinquantaine représentés par des ministres, y participent. Organisée sous la présidence conjointe de la France et de l'Arabie Saoudite, cette rencontre a mis l'accent lors de sa première journée sur la nécessité d'une solution politique au conflit israélo-palestinien.

Mais si la conférence bénéficie d'un large soutien international, deux absences majeures sont à noter : Israël et les États-Unis. Washington a vivement critiqué cette initiative, y voyant, selon les mots de la porte-parole du Département d'État, « un coup de publicité ».

“Cette semaine, l'ONU accueillera à New York une conférence improductive et inopportune sur la solution à deux États. Il s'agit d'un coup de publicité qui intervient au milieu d'efforts diplomatiques délicats visant à mettre fin au conflit” à Gaza, a déclaré la porte-parole du département d'État, Tammy Bruce, dans un communiqué.

Alors que la région traverse la phase la plus violente de son histoire depuis la création d'Israël en 1948, les conditions d'une relance d'un processus de paix ne sont pas réunies. Mais l'Arabie saoudite et la France veulent offrir une perspective, même lointaine. Et tenter de sauver la solution à deux États.

Cette solution à deux États reste toutefois évoquée par les diplomates du monde entier. « *Je pense qu'il y a un consensus faute de mieux* », estime Max Rodenbeck. « *Personne n'a de meilleure alternative sur la table et il est difficile de rallier la communauté internationale autour d'une autre idée vu que nous n'en avons pas. Et même ceux qui, comme Israël et les États-Unis, semblent aujourd'hui rejeter la solution à deux États, bien qu'ils ne l'aient pas explicitement déclaré, continuent de faire mine d'adhérer à cette solution : ils ne proposent pas d'alternative.* » RFI et courrierinternational.com 29 juillet 2025

Famine à Gaza : Trump contredit Nétanyahou - courrierinternational.com 29 juillet 2025

“C'est une vraie famine.” En reconnaissant, le lundi 28 juillet, l'ampleur de la crise humanitaire dans l'enclave palestinienne, le président américain, Donald Trump, *“a pris ses distances de manière marquée”* avec son allié israélien, observe NBC News. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, avait à l'inverse affirmé qu'il s'agissait d'un *“mensonge éhonté”* dimanche.

Gaza : Donald Trump parle de "véritable famine" et de centres de distribution de nourriture - Euronews 29 juillet 2025

Le président américain Donald Trump a déclaré lundi que la bande de Gaza connaissait une *“véritable famine”* et a exhorté Israël à fournir de la nourriture à la population, révisant sa position sur la situation humanitaire dans l'enclave.

S'exprimant en Écosse, Donald Trump a déclaré que les États-Unis et d'autres pays donnaient de l'argent et de la nourriture à Gaza, mais que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devait *"en quelque sorte gérer la situation"*.

"Je veux qu'il s'assure qu'ils reçoivent de la nourriture", a déclaré Donald Trump.

J-C – On ne peut pas imaginer plus cynique. Ce type est un monstre, il faut toujours l'avoir à l'esprit, une ordure de la pire espèce.

Le Royaume-Uni conditionne la reconnaissance de la Palestine : colère d'Israël – RT 30 juil. 2025

Le 29 juillet 2025, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé, à l'issue d'une réunion d'urgence du cabinet, que le Royaume-Uni reconnaîtra l'État de Palestine en septembre, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, à moins qu'Israël ne prenne des « *mesures substantielles* » pour mettre fin à la crise humanitaire à Gaza, accepter un cessez-le-feu et s'engager pour une solution à deux États, sans annexion de la Cisjordanie.

Vague de reconnaissances de la Palestine : un geste symbolique sans effet sur Israël ? - RT 1 août 2025

J-C - Ils le disent eux-mêmes, ils se livrent à une sordide mascarade.

Quatorze pays, dont la France et le Royaume-Uni, prévoient de reconnaître la Palestine en septembre 2025. Ces gestes symboliques n'influent pas sur la guerre et la colonisation israéliennes. Sans sanctions contre Israël, la famine à Gaza et l'expansion des colonies (600 000 colons) persistent, selon la CIJ. Netanyahu rejette ces initiatives.

Ces pays, dont plusieurs ont déjà reconnu la Palestine (Espagne, Irlande, Norvège, Slovaquie), représentent une majorité des 147 États membres de l'ONU (sur 193) soutenant l'État palestinien, observateur non membre depuis 2012.

Cette vague, saluée par l'Autorité palestinienne, vise à relancer la solution à deux États.

Jean-Noël Barrot a insisté : « *La reconnaissance est un pas, mais sans sanctions, elle ne changera rien.* » L'UE, divisée par le veto de l'Allemagne, et les États-Unis, soutenant Israël, bloquent toute pression efficace, rendant l'État palestinien illusoire face à l'occupation. RT 1 août 2025

Le gouvernement portugais envisage de reconnaître l'Etat de Palestine - AFP 31 juillet 2025

Le Portugal *"envisage la reconnaissance de l'État palestinien, dans le cadre d'une procédure qui pourrait être conclue lors de la semaine de haut niveau de la 80e Assemblée générale des Nations unies, qui se tiendra à New York le mois de septembre prochain"*, précise le communiqué.

"Le gouvernement a mené un processus très prudent et réfléchi, toujours en concertation avec ses partenaires européens et d'autres partenaires", a réagi le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa aussitôt après l'annonce de l'exécutif.

"C'est une décision mûrement réfléchie" a indiqué de son côté à la chaîne publique RTP le ministre des Affaires étrangères Paulo Rangel.

Londres : 1000 casseroles devant le bureau du Premier ministre pour dénoncer la famine à Gaza - trt.global 26 juillet 2025

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi devant le bureau du Premier ministre britannique à Londres, déposant 1000 casseroles pour symboliser les plus de 1000 Palestiniens tués par Israël alors qu'ils cherchaient de la nourriture.

Les manifestants ont fait retentir des casseroles pour dénoncer la famine *«imposée délibérément par Israël»*, rassemblés devant le bureau de Keir Starmer, au 10 Downing Street.

La Palestine Solidarity Campaign (PSC), l'une des organisations à l'origine de la manifestation, a écrit sur X : *«1 000 casseroles déposées devant Downing Street à Londres pour les plus de 1 000 Palestiniens tués en cherchant de la nourriture alors qu'Israël les affame délibérément – un allié du gouvernement britannique».*

Les Professionnels de santé manifestent à Paris pour dénoncer la «génocide à Gaza» - aa.com.tr 26 juillet 2025

Plusieurs centaines de professionnels de santé ont manifesté ce samedi 26 juillet à Paris à l'appel de plusieurs collectifs mobilisés pour la cause palestinienne.

Par voie d'un communiqué, l'Assemblée pour des soins antiracistes et populaires, les Soignants.e.s pour Gaza et les Blouses blanches pour Gaza avaient appelé à cette mobilisation *«contre le génocide en cours»* et pour la *«défense du droit à la santé»* dans la bande de Gaza. Le cortège s'est élancé peu après 14 h 30 depuis l'hôpital Tenon, dans le 20e arrondissement, pour rejoindre à pied l'hôpital pédiatrique Robert-Debré, situé à environ trois kilomètres.

Sur les banderoles portées par les manifestants, on pouvait lire : *«Être soignant.e, c'est défendre chaque vie»* ou encore *«Le silence tue»*. De nombreuses blouses blanches et tenues médicales ont été arborées tout au long du défilé. Des pancartes dénonçaient également les livraisons d'armes à Israël, tandis que des slogans étaient scandés pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus imposé à Gaza.

Dans le communiqué à l'origine de l'appel, les collectifs affirmaient que la situation dans l'enclave palestinienne constituait *«une catastrophe sanitaire sans précédent», dénonçant notamment «l'effondrement du système de santé gazaoui», la «famine utilisée comme arme de guerre» et le ciblage du personnel médical. Le texte faisait également référence à un rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, publié fin 2024, qui pointait «la destruction systématique des infrastructures médicales à Gaza».*

**« Un crime a lieu à Gaza, un crime de génocide », affirme Dominique de Villepin - 20minutes.fr
31 juillet 2025**

Un « *crime de génocide* » à Gaza. C'est ainsi que Dominique de Villepin qualifie la situation dans l'enclave palestinienne, dans une tribune publiée ce mercredi dans le journal Le Monde. « *Se taire, c'est se rendre complice, explique-t-il. Nommer, c'est déjà agir. Oui, il faut aujourd'hui appeler les choses par leur nom. A Gaza, sous nos yeux, c'est bien un génocide qui se déroule.* »

Selon lui, les faits sont là, bombardements, famine, privation d'eau et de soins, et ils doivent être nommés clairement. L'ancien Premier ministre décrit un peuple condamné à mourir « *par le feu, par la faim, par la soif* ». Il dénonce une stratégie d'épuisement systématique de la population, à travers les armes autant que par la destruction des conditions de survie. L'ancien chef de gouvernement parle d'un massacre « *passif* » rendu possible par l'inaction politique et diplomatique.

Il appelle notamment à suspendre immédiatement l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, à soutenir la poursuite des responsables israéliens devant la Cour pénale internationale (CPI) et à appliquer ses mandats d'arrêt.

L'ancien Premier ministre plaide également pour un « *acheminement urgent de l'aide humanitaire par le biais d'une intervention armée légitime, motivée par le devoir international de protéger les populations civiles* ». Il appelle enfin à ouvrir les portes de Gaza aux journalistes du monde entier et à la mobilisation internationale « *pour la reconnaissance d'un Etat palestinien viable, capable de protéger ses citoyens et de vivre en paix et en sécurité aux côtés d'Israël* ».

**Gaza : Les soldats israéliens admettent avoir détruit des milliers de tonnes d'aide humanitaire
- aa.com.tr 26 juillet 2025**

Des soldats israéliens ont admis avoir détruit plus de 1 000 camions d'aide humanitaire contenant des denrées alimentaires, de l'eau potable et des fournitures médicales, laissés à pourrir sous le soleil au poste-frontière de Kerem Abu Salim, où leur entrée dans la bande de Gaza a été bloquée.

Selon la chaîne publique israélienne KAN, un officier a confirmé que les aides ont été enfouies ou brûlées, et que des milliers de colis encore en attente risquent le même sort si leur accès à Gaza reste interdit.

«*Nous avons tout enfoui dans le sol. Certaines aides ont également été brûlées*», a-t-il avoué.

Israël commet un "génocide" à Gaza affirment deux ONG israéliennes - France 24 28 juillet 2025

Deux organisations de défense des droits humains israéliennes, B'Tselem et Physicians for Human Rights - Israel, ont affirmé, lundi, qu'Israël commettait un "génocide" dans la bande de Gaza. Ces conclusions se basent sur plus de 20 mois d'enquête.

"*Rien ne vous prépare à réaliser que vous faites partie d'une société qui commet un génocide. C'est un moment profondément douloureux pour nous*". C'est par ces mots que Yuli Novak, directrice

exécutive de B'Tselem, a qualifié, lundi 28 juillet, la guerre menée par Israël à Gaza depuis les attaques du 7-Octobre.

L'extermination continue.

À Gaza, la Défense civile annonce la mort d'au moins 40 Palestiniens suite à des tirs israéliens - France 24 31 juillet 2025

La Défense civile a fait état mercredi d'au moins 40 personnes tuées par des tirs de l'armée israélienne, dont une majorité qui attendait "de l'aide dans le nord de Gaza".

Des frappes auraient fait au moins 78 morts à Gaza, dont une femme et son nouveau-né - AP 29 juillet 2025

Une petite fille est décédée quelques heures après avoir été accouchée d'urgence par césarienne. Elle avait été placée en couveuse et respirait grâce à un respirateur, selon des images de l'AP.

Des dizaines de personnes ont été tuées tandis qu'elles cherchaient à obtenir de la nourriture, alors même qu'Israël s'efforçait d'assouplir les restrictions à l'entrée de l'aide.

Les Palestiniens pleurent les 11 victimes d'une attaque à Khan Younès - Euronews 28 juillet 2025

Plus de la moitié des morts étaient des femmes et des enfants, ont déclaré les responsables locaux de la santé. La frappe était l'une des nombreuses à travers Gaza qui ont tué au moins 36 personnes le même jour.

Pour rappel. C'est quoi le sionisme ?

- David Ben Gourion : Octobre 1936 : *«Nous ne suggérons pas d'annoncer maintenant notre but final qui va très loin ? plus loin encore que les révisionnistes qui s'opposent à la partition. Je ne veux pas abandonner la grande vision, la vision finale qui est une composante organique, spirituelle et idéologique de mes (...) aspirations sionistes»*. («mémoires», volume trois, page 467).

«Les frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter». (Ouvrage cité ci-dessus, discours en 1937)

Ben Gourion, lettre à son fils (1936) : *«Un État juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un commencement. Je suis convaincu que l'on ne peut nous empêcher de nous établir dans les autres parties du pays et de la région»*.

Ben Gourion, 1938 : *«Les frontières des aspirations sionistes, incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï»*. (Rapport au Conseil mondial de Poalei Zion (futur parti travailliste) à Tel-Aviv).

Ben Gourion, discours de 1938 : *«Après être devenus une force importante grâce à la création de l'État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. L'État ne sera*

qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'État devra préserver l'ordre non par le prêche mais par les mitrailleuses».

En complément;

Relire Sabra et Chatila aujourd'hui : un continuum de génocides depuis 1948 - legrandsoir.info 31 juillet 2025

Conclusion

L'étude des massacres de Sabra et Chatila met en exergue un continuum de génocides depuis la Nakba. L'objectif commun de 1948 à 2023 est l'extermination des Palestiniens, une extermination systématique qui ne concernent pas les seuls combattants mais comprend la totalité des civils. Si l'agencement tactique d'Israël a pris des formes différentes selon les contextes, c'est la bien destruction du tissu social palestinien qui est à chaque fois visée.

Nous nous sommes ici concentrés sur les plans génocidaires ; nous aurions également pu nous référer aux discours prononcés par les responsables politiques et militaires israéliens prouvant eux aussi l'intentionnalité génocidaire. Il est ainsi possible d'historiciser la phrase selon laquelle « *il n'y a pas de civils innocents à Gaza* ».

Plusieurs différences existent entre les deux contextes, l'un en pleine guerre froide l'autre sous hégémonie américaine. En 1982 les choses se passaient à l'abri des caméras et qu'aujourd'hui les massacres sont retransmis en direct. L'une des différences fondamentales concerne l'attitude de la société israélienne qui en 1982 avait manifesté pour la tenue d'une commission d'enquête sur les massacres, des mobilisations qui avaient conduit à la chute du gouvernement, tandis qu'aujourd'hui 82 % des juifs israéliens souhaitent l'expulsion des Palestiniens de Gaza ainsi que celle des Palestiniens citoyens d'Israël.

<https://www.legrandsoir.info/relire-sabra-et-chatila-aujourd-hui-un-continuum-de-genocides-depuis-1948>

Témoignage : L'objectif de la GHF, c'est le meurtre et la déportation des Palestiniens - chroniquepalestine.com 31 juillet 2025

Plus de 1 000 (1 400 depuis avril 2025 - J-C) Palestiniens ont été tués en venant chercher de l'aide humanitaire dans des sites de distribution d'aide militarisés gérés par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), soutenue par les États-Unis et Israël, et un ancien agent de sécurité de la GHF a dit à Democracy Now! qu'il avait vu des mercenaires américains et des forces israéliennes commettre des crimes de guerre en tirant à l'aveuglette sur des Palestiniens affamés qui attendaient l'aide.

<https://www.chroniquepalestine.com/temoignage-objectif-ghf-est-meurtre-et-deportation-palestiniens>

Etats-Unis.

Reconnaissance de la Palestine : Trump met en garde le Canada – RT 31 juil. 2025

Sur son réseau Truth Social, le président américain Donald Trump a exprimé son mécontentement en des termes explicites : « *Wow ! Le Canada vient d'annoncer qu'il soutient un État palestinien. Cela va devenir très difficile pour nous de conclure un accord commercial avec eux. O Canada !!!* »

Selon Donald Trump, cette position canadienne serait contraire aux intérêts stratégiques des États-Unis. Il a laissé entendre que la conclusion d'un accord commercial entre les deux pays pourrait s'en trouver compromise.

Droits de douane: Washington conclut un accord commercial avec la Corée du Sud, affirme Donald Trump - RFI/AFP 31 juillet 2025

Donald Trump a annoncé être parvenu à un accord commercial avec Séoul, mercredi 30 juillet, soulignant que Séoul s'était par ailleurs engagé à investir 350 milliards de dollars aux États-Unis. Le compromis, qui prévoit l'application d'une taxe de 15% aux produits sud-coréens qui entrent sur le sol américain, est le septième conclu par Washington.

Donald Trump s'est en outre félicité du fait qu'un « montant important d'argent » sera investi par la Corée du Sud aux États-Unis, avec notamment l'achat « *pour 100 milliards de dollars* » de gaz naturel liquéfié « *ou d'autres sources d'énergie* ».

Les États-Unis prennent des sanctions contre la flotte iranienne commerciale - RFI 31 juillet 2025

Les sanctions américaines visent 50 personnes ainsi que 50 navires présumés appartenir à la flotte commerciale du fils d'un important responsable de la République islamique. Le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du Trésor américain affirme, dans un communiqué, qu'il s'agit de ses plus importantes sanctions liées à l'Iran depuis 2018.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmâïl Baghaï, a condamné les sanctions américaines comme « *un acte malveillant visant à saboter le développement économique et le bien-être du peuple iranien* ». Il estime qu'elles sont une « *preuve manifeste de l'hostilité des responsables américains envers les Iraniens* » et les a même qualifiées de « *crime contre l'humanité* ».

Ces nouvelles sanctions américaines visent une flotte de navires pétroliers et de porte-conteneurs contrôlée, selon le Trésor américain, par Mohammad Hossein Shamkhani, fils d'Ali Shamkhani, un proche conseiller du guide suprême iranien Ali Khamenei.

L'empire naval de la famille Shamkhani illustre bien la manière dont les élites proches du régime s'enrichissent en exploitant les ressources du pays, a déclaré le secrétaire au Trésor, Scott Bessent.

Selon les Américains, la flotte en question opère entre l'Iran et les Émirats arabes unis, et contrôle une part significative des exportations de pétrole iranien. Pour le département d'État américain, ces

sanctions ont pour objectif d'affaiblir la capacité du régime iranien à financer ses activités déstabilisatrices.

Droits de douane : « *Nous faisons peu de commerce avec eux* » ... L'Inde nouvelle cible de Donald Trump - 20 Minutes/AFP 30 juillet 2025

Le président américain a annoncé sur son réseau social Truth que les produits indiens feront l'objet de 25 % de droits de douane à leur arrivée aux Etats-Unis à compter du 1er août, ajoutant qu'une « pénalité » sera ajoutée pour l'achat de pétrole russe.

« Nous faisons peu de commerce avec eux car leurs droits de douane sont parmi les plus élevés au monde et les barrières non tarifaires les plus fatigantes et odieuses », a justifié Donald Trump dans un message. « Nous avons un déficit commercial massif avec l'Inde ! » a souligné le locataire de la Maison-Blanche. Mais l'Inde a également « acheté une majorité de leurs équipements militaires à la Russie et sont les principaux clients de pétrole russe, avec la Chine, alors que tout le monde souhaite que la Russie cesse de tuer en Ukraine ».

Entre 20 et 25 %

Une situation qui justifie, aux yeux du président américain, « une pénalité », qui viendra s'ajouter aux 25 %, sans plus de spécification, et qui interviendra également au 1er août.

« Au moins nous avons désormais des certitudes sur les droits de douane. Nous verrons maintenant si les exportateurs (indiens) ou importateurs américains pourront absorber ce surcoût ou non », a déclaré le directeur général de la Fédération indienne des organisations exportatrices, Ajay Sahai, auprès de l'AFP. « Là où nous avons besoin de clarté, c'est au sujet de cette pénalité. Est-ce une menace, si l'Inde continue à importer du pétrole russe nous seront frappés par une pénalité ? Et sur certains produits ou tous ? » s'est-il interrogé.

Sanctions « *secondaires* »

L'Inde est en effet considérée comme étant l'un des principaux clients du pétrole russe, pourtant sous sanction, mais une aubaine du point de vue de New Delhi, qui profite d'un prix d'achat moins élevé alors que Moscou cherche à financer son effort de guerre en Ukraine.

Donald Trump menace désormais les pays achetant du pétrole russe, mais également iranien, de sanctions « *secondaires* », qui prendraient la forme de droits de douane supplémentaires sur les produits provenant de ces pays. La Chine et l'Inde sont parmi les premiers acheteurs de pétrole russe.

L'Inde prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts nationaux, a déclaré le ministère indien de l'Industrie et du Commerce après l'annonce faite par le président américain Donald Trump de droits de douane de 25 % pour l'Inde. New Delhi accorde une importance primordiale à la protection de ses agriculteurs et entreprises. 20 Minutes/AFP et RT 30 juillet 2025

La Chine résistera aux sanctions américaines en poursuivant l'achat de pétrole russe, selon le secrétaire au Trésor américain – RT 30 juil. 2025

La Chine reste engagée dans l'achat de pétrole russe malgré la menace de droits de douane américains, selon les déclarations du secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, dans la journée du 29 juillet, à l'issue de deux jours de négociations commerciales sino-américaines à Stockholm.

Selon Scott Bessent, Pékin avait fait part de sa résolution à défendre sa souveraineté énergétique, même dans le cas où les législateurs américains venaient à ratifier de nouvelles sanctions de grande ampleur.

Le secrétaire américain au Trésor a déclaré qu'un projet de loi, actuellement examiné par le Congrès, autoriserait le président Trump à imposer des droits de douane allant jusqu'à 500 % pour l'acquisition de pétrole russe sanctionné. Cette mesure pourrait inciter les alliés des États-Unis à adopter des démarches similaires dans une tentative d'étouffer les revenus énergétiques de Moscou.

« Je pense que quiconque achète du pétrole russe sanctionné devrait être prêt à cela », a déclaré Scott Bessent aux journalistes.

Les officiels chinois ont toutefois clairement indiqué, lors des discussions, que Pékin considérerait l'énergie comme une question de souveraineté nationale et qu'il continuerait d'acheter du pétrole russe en fonction des priorités de sa politique intérieure.

« Les Chinois prennent leur souveraineté très au sérieux. »

« Nous ne voulons pas entraver leur souveraineté, s'ils souhaitent payer des droits de douane de 100 % », a déclaré Scott Bessent.

La Chine reste le premier acheteur de pétrole russe, avec plus de 2 millions de barils par jour, soit près de 20 % de ses importations totales de brut, suivie par l'Inde et la Turquie.

Le chef de la NASA confirme la nécessité de maintenir les relations avec la Russie - RT 1 août 2025

En visite aux États-Unis, le directeur général de Roscosmos, Dmitri Bakanov, a déclaré que la direction de la NASA considérerait comme essentielle la poursuite des relations avec la Russie dans le domaine spatial. Selon lui, Sean Duffy, chef intérimaire de l'agence spatiale américaine et ministre des Transports, s'est montré clair : malgré les tensions géopolitiques actuelles, la coopération ne doit pas être interrompue.

Bakanov a, de son côté, insisté sur le fait que cette collaboration est directement liée à la sécurité des missions à bord de la Station spatiale internationale, à la protection des équipages et à la continuité des efforts technologiques conjoints. *« Rompre ces liens serait facile, mais les rétablir prendrait des années »,* a-t-il observé.

Il s'agit de la première rencontre entre les responsables des agences spatiales russe et américaine depuis huit ans. Pour Bakanov, le fait que cette position soit exprimée par un membre du gouvernement américain en exercice lui confère une portée à la fois politique et opérationnelle.

Le 31 juillet, il a annoncé qu'un accord avait été trouvé entre Roscosmos et la NASA pour prolonger l'exploitation conjointe de la Station spatiale internationale au moins jusqu'en 2028. Il a aussi précisé que le dialogue avait été constructif et que les deux parties envisageaient de maintenir la station en activité jusqu'en 2030. L'accord prévoit en outre une coordination sur les étapes préparatoires à sa désorbitation.

Russie.

Guerre en Ukraine: Donald Trump donne "10 à 12 jours" à Vladimir Poutine pour arrêter le conflit - BFMTV 28 juillet 2025

Ultimatum de Trump : «la Russie n'est ni Israël ni même l'Iran», tance Medvedev - RT 28 juil. 2025

« *Ne vous laissez pas entraîner dans la voie de Sleepy Joe !* ». Dans un message posté ce 28 juillet sur son compte X, l'ancien président russe et actuel vice-président du Conseil de sécurité russe a réagi à l'annonce par Donald Trump d'une réduction à « *dix ou douze jours* » de son ultimatum à Vladimir Poutine pour parvenir à un accord de résolution du conflit en Ukraine.

« *La Russie n'est ni Israël ni même l'Iran* », a lancé Dmitri Medvedev en premier lieu, estimant que Donald Trump – qui selon lui « *joue le jeu de l'ultimatum avec la Russie* » – devrait « *se rappeler de deux choses* ». « *Chaque nouvel ultimatum est une menace et un pas vers la guerre* », a par ailleurs mis en garde l'ancien président russe, et de préciser : « *Non pas entre la Russie et l'Ukraine, mais avec son propre pays* ».

Le président des États-Unis a annoncé réduire à « *dix ou douze jours* » le délai qu'il laissait à son homologue russe Vladimir Poutine pour trouver une issue au conflit en Ukraine. « *Il n'y a aucune raison d'attendre si vous connaissez déjà la réponse. Nous ne voyons aucun progrès* », avait lancé le dirigeant américain aux journalistes.

« *Je vais réduire ces 50 jours que je lui ai donnés à un nombre inférieur, car je pense que je connais déjà la réponse* », avait-il déclaré quelques instants plus tôt, également à la presse. RT 28 juil. 2025

Ukraine.

Luc Ferry sur LCI à propos du conflit en Ukraine... la vérité prendrait-elle enfin le chemin des mainstreams - France-Soir 23 juillet 2025

Que se passe-t-il dans les médias mainstreams ? Le grand retournement serait-il déjà dans les starting-blocks ?

Dans une intervention marquante sur LCI, Luc Ferry a affirmé sans détour : "*la Russie a gagné la guerre que l'Ukraine a commencé.*" Cette déclaration, loin des narratifs biaisés qui ont dominé jusqu'ici, met en lumière une réalité que beaucoup refusaient même d'entrevoir. Ferry a également rappelé : "c'est l'Ukraine qui a déclenché cette guerre avec "*la guerre du Donbass*" et qu'il s'agissait d'une "*connerie monumentale.*" Ces propos confirment ce que de nombreux observateurs

avertis savaient déjà à savoir que la guerre a été initiée par des choix catastrophiques ukrainiens, et la Russie a depuis consolidé sa position. LCI, en donnant une tribune à Ferry, ouvre une voix que l'on aurait il y a encore peu décrit, comme dissidente, mais qui permet enfin de faire entendre une vérité jusque-là impensable, marquant un tournant décisif dans la manière dont ce conflit est perçu.

L'autorisation de tels propos sur LCI, bien que surprenante de prime abord, s'inscrirait-elle dans une logique où la réalité géopolitique commence à s'imposer, où le déni devient trop lourd à porter, malgré les soubresauts des pouvoirs politiques et militaires en mal de propagande ? Ferry a souligné que "*les quatre oblasts en question sont occupées par la Russie*" et que "*l'Ukraine ne les reprendra pas de sitôt*," une vérité qui semble incontournable, et que les médias occidentaux ont trop longtemps occultée. Cette intervention n'est pas une exception isolée, mais le signe d'un début de reconnaissance de faits. La fatigue de la guerre, les échecs militaires ukrainiens et les coûts économiques pour l'Occident poussent inexorablement vers une réévaluation du discours officiel. La réalité factuelle, longtemps étouffée, commence enfin à percer, et il est temps de l'accepter pleinement, c'est le message que LCI nous renvoie.

L'Union européenne suspend 1,7 milliard de dollars d'aide à l'Ukraine après la dérive contre les institutions anticorruption - RT 27 juil. 2025

Dans un article publié ce 26 juin, le *New York Times* révèle que l'Union européenne a choisi de bloquer 1,7 milliard de dollars initialement destinés à l'Ukraine. Cette décision fait suite au non-respect de trois des seize critères imposés par Bruxelles dans le cadre du programme « *Ukraine facility* ». Parmi les manquements identifiés figure notamment l'absence de nomination des juges d'un tribunal spécialisé dans la lutte contre la corruption.

L'aide en question, qui ne peut être utilisée pour des achats militaires, fait partie d'un plan de soutien économique plus large mis en place par l'UE sur trois ans.

« *Le prestige de Zelensky décline clairement. Il y a un mécontentement croissant dans la communauté des donateurs* », observe l'expert américain James Wasserstrom, cité par le *New York Times*.

En parallèle, Kiev a bloqué la nomination d'Oleksandr Tsyvinsky, désigné pour diriger une unité financière stratégique. Ce poste resté vacant empêche également le versement d'un autre programme d'aide, celui du FMI, à hauteur de 15,6 milliards de dollars. L'Ukraine n'a pas non plus rempli d'autres critères exigés, notamment en matière de décentralisation ou de gestion des actifs confisqués.

Au-delà des aspects techniques, cette affaire reflète une crise politique plus profonde. Depuis des mois, le pouvoir ukrainien est accusé de centraliser les institutions entre les mains de l'exécutif. Des maires élus ont été remplacés par des administrateurs militaires. Des journalistes et opposants sont visés par des enquêtes. Une dérive autoritaire de plus en plus difficile à ignorer, même pour les alliés occidentaux.

Le chef du Parquet spécial indépendant accuse Zelensky d'avoir saboté la lutte anticorruption 31 juil. 2025, 11

Le chef du Parquet spécial indépendant ukrainien (SAP), Oleksandr Klymenko, accuse Volodymyr Zelensky d'avoir porté un coup majeur à l'indépendance des institutions chargées de lutter contre la corruption, rapporte le Times. Selon lui, la décision de placer le SAP et le Bureau national anticorruption ukrainien (NABU) sous le contrôle direct du pouvoir exécutif a paralysé leur fonctionnement et semé la peur parmi les agents et les informateurs.

Sous la pression croissante des citoyens et des partenaires occidentaux, il a présenté un nouveau projet de loi dans l'objectif de revenir sur sa décision. Toutefois, pour Klymenko, même si cette tentative aboutit, les dommages sont déjà considérables. Il souligne que le travail du NABU est pratiquement à l'arrêt : les lanceurs d'alerte ont cessé de coopérer, craignant que leur identité ne soit révélée : « *Des informateurs ont également suspendu leur coopération avec nous parce qu'ils ont peur d'être démasqués* », ajoutant que les enquêteurs eux-mêmes se sentent exposés à des arrestations arbitraires.

Klymenko affirme que des campagnes de discrédit sont menées contre ses équipes et que cette attaque contre l'intégrité des institutions anticorruption intervient au moment où celles-ci menaient des enquêtes sensibles visant 31 députés en exercice et 40 anciens parlementaires, y compris dans le parti présidentiel.

Selon lui, l'indépendance du SAP et du NABU n'a été possible que grâce au soutien constant des alliés étrangers, en particulier les États-Unis. Le relâchement de cet appui serait la cause de la situation actuelle.

Afrique et Moyen-Orient.

L'Afrique et le Moyen-Orient affamés par les conflits, la guerre commerciale et le climat - Euronews 28 juillet 2025

La flambée des prix mondiaux aggrave l'insécurité alimentaire en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. C'est ce qu'indique le rapport Sofi (l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde).

Cette étude sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, menée par plusieurs agences des Nations unies, dont l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Unicef, explique que les guerres commerciales, les conflits et le dérèglement climatique sont les principaux facteurs à l'origine de l'inflation alimentaire à l'échelle mondiale.

"La situation est tout de même assez alarmante, surtout en Afrique et au Moyen-Orient. Je dirais que ce sont les deux régions où les chiffres continuent d'augmenter", assure Álvaro Lario, président du Fonds international de développement agricole (FIDA). "Il s'agit d'un mélange de conflits, de perturbations ou de chocs dus aux tensions économiques ou commerciales et de chocs climatiques. Ce sont donc les trois principaux facteurs", poursuit-il.

Le rapport explique que la proportion de la population souffrant de la faim en Afrique dépassait 20 % en 2024, touchant 307 millions de personnes. Selon les projections de la FAO, 512 millions de personnes pourraient encore souffrir de sous-alimentation chronique à l'horizon 2030, avec près de 60 % d'entre elles sur le seul continent africain.

Les conditions de vie de plus en plus difficiles des petits agriculteurs et des populations rurales dans les pays en développement sont un catalyseur des flux migratoires économiques.

"Il est très clair que lorsque les gens n'ont pas la possibilité de gagner leur vie là où ils sont, ils sont forcés d'émigrer. Il y a donc un lien évident entre la migration, la capacité à se nourrir et la capacité à épargner grâce à la production alimentaire", explique encore Álvaro Lario.

Le lien entre migration, capacité à se nourrir et capacité à continuer à produire de la nourriture est évident, a-t-il ajouté.

Selon les critères de l'ONU, les petits exploitants agricoles sont ceux qui exploitent moins de 2 hectares de terres. Ils produisent un tiers de la nourriture mondiale et jusqu'à 70 % de la nourriture en Afrique.

L'existence économique et la durabilité des petits agriculteurs sont essentielles à l'approvisionnement alimentaire et à la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Pourtant, selon les normes internationales, ils vivent tous sous le seuil de pauvreté. Ils représentent 80 % de la population la plus pauvre du monde.

Les investissements à long terme dans l'agriculture et les petits agriculteurs des pays en développement sont essentiels pour lutter contre la faim dans le monde.

« L'Afrique importe environ 70 à 80 milliards d'euros de denrées alimentaires chaque année. Il est clair qu'elle pourrait être autosuffisante et créer de nombreux emplois en Afrique », a déclaré M. Lario. Euronews et RT 28 juillet 2025

J-C - En Inde où je vis, j'ai constaté que le prix des gâteaux secs les moins chers que les enfants mangent en priorité avait augmenté de 50% depuis le début de l'année. J'en achète toutes les semaines, c'est le petit déjeuner de mes chiens, 15 roupies. Sur les paquets de gâteaux et toutes les marchandises vendues sous emballages ou préconditionnées figurent le prix au gramme, ce qui permet de comparer facilement les produits et les prix, de 0,10 rs ils sont passés à 0,15 rs, soit 50% d'augmentation depuis janvier environ, c'est énorme.

J'ai arrêté d'acheter certains gâteaux secs parce que les prix avaient explosé, d'ailleurs c'est bien simple, je les ai supprimé du thé de 5 heures de l'après-midi, ici on ne dit pas 15 heures, on vit à l'heure anglo-saxonne. Je me suis rendu compte que mensuellement ces achats de gâteaux par dizaines de paquets - on en distribuait à tous les gosses qui passaient par chez nous ou ceux du quartier, nous coûtaient une petite fortune, plusieurs milliers de roupies. Le pain que j'achète vient de passer de 48 à 68 rs, soit environ 40% d'augmentation. L'huile de tournesol est passée de 100 à 135 rs, et tout est comme cela ou presque, hormis les produits frais qui varient toujours selon les saisons ou les événements, avec des variations de 1000% quand même, voire davantage, les tomates passant de 10 rs le kilo à 160 rs 8 mois plus tard, avant de redescendre progressivement pour se stabiliser aux alentours de 20 ou 40 roupies. Pareil pour l'ail, de 200 à 450 rs. Il y a des mois où on ne mange pratiquement plus de tomates et d'ail et bien autres choses encore.

Tous les Indiens que je connais se privent sur l'alimentaire, tous sont en situation de sous-alimentation en protéine et présentes des carences en vitamine B, fer, zinc, calcium et magnésium, ils mangent peu de viande et ils boivent moins de lait devenu cher, ils ne mangent que les légumes et les fruits de saison. Les lentilles, qui font partie de la cuisine indienne traditionnelle, sont très chères ou hors de prix. Ils baignent dans de l'eau agrémentée de quelques légumes, ce qui donne un liquide (sambar) peu appétissant relevé de piments rouges secs très forts et quelques épices, on le déguste mélangé à une plâtre de riz blanc histoire d'oublier qu'il n'a aucun goût. En comparaison, quand je cuisine un sambar, cela ressemble davantage à une purée de pois cassés, tout le monde le trouve excellent, et pour cause ! Mais il aura coûté beaucoup plus cher, ce que la plupart des Indiens ne peuvent pas se permettre parce qu'ils sont trop pauvres.

Ici, la pauvreté est un sujet qui est abordé lors de chaque repas, il est présent dans toutes les conversations, dans toutes les bouches. A n'importe quelle heure de la journée on croise des adultes ou des enfants qui ont faim, ils ont sauté un repas, ils vous le disent, c'est comme cela que je le sais, je n'invente rien. Certains lecteurs me prennent pour un extrémiste ou un hystérique radicalisé. Je leur répondrai qu'avec la guerre, la faim est une violence et une injustice insupportable, avec laquelle aucun compromis n'est envisageable. Capitalisme ou socialisme, entre les deux ils ont fait leur choix, ils rejettent le socialisme, donc ils adoptent le capitalisme avec toutes ses conséquences cruelles et dramatiques pour tous les peuples. Qu'il me soit permis de me placer au côté de ceux qui ont faim, qui crèvent de faim, merci de leur compréhension.

Brésil.

Le Brésil dénonce un « néocolonialisme » américain et souhaite renforcer son engagement avec les BRICS - RT 27 juil. 2025

Le Brésil a annoncé son intention de renforcer significativement ses relations avec les BRICS, en réaction directe aux menaces répétées du président américain Donald Trump. Cette déclaration, faite par Celso Amorim, conseiller spécial du président brésilien Lula da Silva pour les affaires internationales, a été révélée dans un article du *Financial Times* publié ce 27 juillet.

Cette pression de Washington pousse Brasilia à accélérer son désengagement vis-à-vis de toute dépendance bilatérale. « *Ces attaques renforcent nos relations avec les BRICS, parce que nous voulons avoir des relations diversifiées et ne dépendre d'aucun pays* », a affirmé Celso Amorim.

À l'image de ses déclarations, le Brésil plaide pour un ordre mondial multipolaire. Selon Celso Amorim, les BRICS ne sont pas un bloc idéologique, mais un levier pour défendre le multilatéralisme face à une Amérique jugée de plus en plus agressive. Il a également invité l'Union européenne à ratifier au plus vite l'accord commercial avec le Mercosur, soulignant que cela permettrait de rééquilibrer les relations globales. RT 27 juil. 2025

BRICS.

Lu.

- Les BRICS annoncent une nouvelle étape dans le débat sur la gouvernance mondiale

Lors de leur sommet de 2025 à Rio, les BRICS ont réaffirmé leur ambition de remodeler l'architecture de la gouvernance mondiale. La déclaration finale souligne l'engagement du groupe en faveur d'un «*ordre international plus démocratique, représentatif et équitable*», reflétant une frustration persistante à l'égard des institutions dominées par l'Occident. Le bloc réaffirme son soutien à une réforme de l'ONU, notamment à l'extension du Conseil de sécurité afin de mieux refléter les réalités géopolitiques actuelles et de renforcer la représentation des pays du sud global.

Les BRICS se positionnent ainsi à la fois comme réformateurs et comme alternative aux institutions existantes. L'accent mis sur le renforcement de leurs propres structures, telles que la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et l'Accord de Réserve de Contingence, démontre une volonté d'institutionnalisation progressive. Ces outils ne sont pas présentés comme parallèles, mais comme complémentaires, destinés à «renforcer la coopération Sud-Sud» et à «favoriser la stabilité financière».

Le groupe plaide également pour un monde multipolaire où «*aucun pays ou groupe ne domine*». Affirmant les principes de souveraineté et de non-ingérence, les BRICS remettent en question la légitimité des sanctions non approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils défendent ainsi un discours où la compétition institutionnelle s'accompagne d'un plaidoyer pour une plus grande légitimité, réaffirmant que l'ordre mondial post-occidental doit refléter les voix du Sud global.

Chine.

Lu.

Aujourd'hui, la Chine est non seulement la première économie mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (PIB-PPA), où la RPC possède une avance de plus en plus grandissante sur les USA, mais elle est également un acteur fondamental du commerce et des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale.

Comme le montre l'analyse cartographique d'Econovis sur la question de leadership dans le commercial mondial, sur la base de l'exemple des États-Unis, de l'UE et de la République populaire de Chine, le chemin parcouru par la Chine est tout simplement impressionnant. Comme le note ladite analyse, en 2000, les États-Unis étaient le premier partenaire commercial de la plupart des pays d'Amérique du Nord et du Sud, de plusieurs grandes économies de la région Asie-Pacifique et de certains pays d'Afrique. L'UE dominait les échanges avec une grande partie de l'Europe, une grande partie de l'Afrique et de l'Asie, et une grande partie de l'Amérique du Sud. La Chine n'était le principal partenaire que de quelques économies plus petites, dont le Myanmar, la Mongolie, la Corée du Nord, Oman, le Soudan et le Yémen.

En 2024, la présence commerciale de la Chine s'était considérablement accrue, devenant le premier partenaire commercial de la quasi-totalité de l'Asie, d'une grande partie de l'Afrique et de la majeure partie de l'Amérique du Sud. Les États-Unis ont conservé leur domination en Amérique du Nord et dans certaines régions d'Amérique du Sud. L'UE est restée le principal partenaire d'une grande partie de l'Europe, de l'Afrique du Nord et des régions voisines, mais sa présence mondiale a diminué par rapport à celle de la Chine. Le commerce total de la Chine est passé de 474 milliards de dollars en 2000 à 6200 milliards de dollars en 2024, dépassant ainsi les États-Unis et l'UE pour devenir la première nation commerçante du monde.

Dans les faits, la cartographie publiée est éloquent, la couverture par la Chine en qualité de principal partenaire économique et commercial, par rapport aux USA et à l'UE, concerne une nette majorité de pays du monde. Et ce, non seulement en termes de nombre de pays concernés, mais également en termes de composante démographique. Autrement dit, il s'agit précisément de la majorité mondiale.

L'autre cartographie d'Econovis, où cette fois-ci la comparaison ne porte que sur les États-Unis et la Chine, le tableau est, dans une certaine mesure, encore plus impressionnant en faveur de la Chine. Et comme le souligne à nouveau ladite analyse cartographique : en 2000, le volume des échanges commerciaux des États-Unis s'élevait à 2000 milliards de dollars, soit plus de quatre fois supérieur à celui de la Chine, qui s'élevait à 474 milliards de dollars. À cette époque, la Chine n'était un partenaire commercial majeur que pour quelques pays, dont Cuba, l'Iran, la Libye, le Myanmar, la Mongolie, la Corée du Nord, Oman, le Soudan, la Tanzanie et le Vietnam.

De 2000 à 2024, le commerce des États-Unis a augmenté de 167% (taux de croissance annuel composé, TCAC, de 4,2%), tandis que celui de la Chine a progressé de 1200% (TCAC de 11,3%), dépassant ainsi le niveau des États-Unis à partir de 2012. En 2024, le total des échanges commerciaux a atteint la valeur de 5300 milliards de dollars pour les États-Unis et 6200 milliards pour la Chine.

Aujourd'hui, la Chine est tout simplement le principal partenaire économico-commercial (par rapport aux USA) de la plupart des pays d'Asie, d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient, d'Océanie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. À l'avenir, l'Amérique du Nord, l'Europe (hors Russie), l'Afrique du Nord et l'Inde devraient (selon Econovis) renforcer leurs liens commerciaux mutuels, tandis que la Chine continuera à approfondir ses liens avec les marchés émergents, notamment dans l'importation de carburants, des minéraux et des produits agricoles, tout en exportant des produits manufacturés.

En réalité, les analystes occidentaux, et en l'occurrence ici étasuniens, oublient d'indiquer que les accomplissements obtenus par la RPC au cours des 24 dernières années sont loin d'avoir atteint le maximum des capacités chinoises. Au contraire, tout porte à croire que les dites avancées ne feront que s'accroître encore plus en faveur de Beijing, y compris dans les quelques régions du monde non-occidental où les Occidentaux occupent encore des positions dominantes. Notamment en Afrique du Nord, à certains endroits d'Afrique de l'Ouest et centrale, en partie également en Amérique latine et dans un nombre fort limité de pays de l'espace eurasiatique.

Les faits et perspectives énumérés expliquent d'ailleurs parfaitement les raisons supplémentaires de la rage des régimes de la minorité planétaire occidentale. Tant d'ailleurs de Washington que de ses vassaux d'Europe bruxelloise. D'où les menaces et les tentatives de guerres tarifaires de la part des éléments étasuniens, les restrictions et sanctions commerciales de la part des européistes, et les toutes sortes de tentatives de déstabilisation à l'encontre des principales forces et des partisans du monde multipolaire moderne.

D'où, entre autres, l'hystérie des Occidentaux face à leur échec à pouvoir séparer la Chine de la Russie et vice-versa, la haine des mêmes Occidentaux sur la question de la complémentarité entre Beijing et Moscou, notamment en Afrique, le tout dans un contexte d'influence mondiale croissante de structures internationales telles que les BRICS, et bien sûr, en général, dans le cadre du renforcement de la voix des pays du Sud global, en particulier ceux qui n'entendent pas accepter un quelconque retour du diktat occidental à l'encontre de la majorité de l'humanité.

Et bien sûr, tout cela confirme une fois de plus que la fureur même des régimes occidentaux a, indéniablement, des raisons géoéconomiques aussi. Il est naturellement fort difficile pour l'Occident d'accepter qu'en qualité de minorité planétaire, il ait pu longtemps dominer tous les principaux processus mondiaux, et qu'il doive désormais faire face à son propre isolement croissant et à sa réduction à la position de minorité planétaire qu'il est précisément. Dans un état hystérique, les régimes occidentaux refusent de devoir admettre cette réalité.